

Le bilan travailliste ouvre à M. Blair la voie d'un troisième mandat **Marc Roche, Le Monde 2 mai 2005**

Le Royaume-Uni s'apprête à voter, le 5 mai, pour les élections parlementaires. Depuis le début de la CAMPAGNE, le Parti travailliste de Tony Blair fait la course en tête dans les sondages, avec presque 10 points d'avance sur le PARTI CONSERVATEUR. La troisième formation britannique, le Parti des démocrates libéraux, n'a pas réalisé la percée qu'elle espérait, en dépit de son hostilité à la guerre en Irak. Presque assuré d'un troisième mandat, Tony Blair a su imposer ses idées : en huit ans, le " blairisme " a vaincu le chômage, engagé la MODERNISATION des services publics et fait d'une bonne gestion de l'économie la clé d'une meilleure cohésion sociale. Une formule pas toujours bien comprise en France et en Europe, où le " BLAIRISME " est souvent caricaturé en néolibéralisme anglo-saxon.

Mark Thompson est ennuyé. Cet informaticien est hostile à la guerre en Irak et à l'alliance avec George Bush. D'origine antillaise, il votera pourtant pour le Labour, " en se pinçant le nez", déçu par Tony Blair mais incapable d'accepter les conservateurs. A ses côtés, son épouse, Mary, secrétaire de direction, fera de même, hostile à un vote-sanction contre le parti au pouvoir depuis 1997.

Le couple mixte détonne à Upminster, cité blanche à 97 %, située à la limite de la capitale et de l'Essex. Ici, c'est la banlieue londonienne type, avec ses chapelets de petites maisons mitoyennes aux jardins fleuris, ses commerces d'un autre âge, son énorme parking devant la petite gare, utilisé essentiellement par ceux qui travaillent dans la City et surveillé par d'innombrables caméras de sécurité.

Keith Darvil est le candidat travailliste de la circonscription. Mark et sa femme l'accueillent poliment, mais sans chaleur. Pour tenter de susciter l'enthousiasme auprès de ces deux électeurs désabusés, ce quinquagénaire à l'air un peu ennuyeux met en avant le bilan économique positif du Labour, qui part favori pour les élections législatives du 5 mai. Il se targue d'un taux de chômage local " négatif" de 1,5 %, de la construction d'un hôpital, de l'amélioration des résultats du lycée d'Etat, classé en tête des établissements anglais avec un taux de réussite avoisinant les 100 % au bac, et de l'augmentation du nombre d'autobus en dehors des heures de pointe.

CIRCONSCRIPTION-TEST

A l'évidence, Upminster affiche les brillants résultats de Tony Blair et de son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown. A les écouter, les habitants se déclarent satisfaits, de surcroît, des efforts de la police en matière de lutte contre la petite criminalité et contre le vandalisme des adolescents. Le commissariat de Romford a été renforcé, le week-end, pour faire face aux violences provoquées par les beuveries des jeunes.

A lire l'hebdomadaire d'Upminster, le Harold Recorder, les préoccupations de l'électorat sont également d'ordre local. Au hasard des grands titres, les administrés se plaignent de l'offre de rachat par McDonald's d'un pub ancien ou de l'installation aux abords du parc d'une laverie auto illégale. " Les gens sont plutôt satisfaits de leur sort, même s'ils se sentent un peu oubliés, ici, par la mairie de Londres", souligne Eden Black, le rédacteur en chef du Recorder.

Cette population d'ouvriers de l'automobile et de la petite ingénierie, d'employés de la City et, surtout, de retraités, se sent à l'abri des maux terrestres de la capitale, congestionnée, invivable, horrible et surtout pleine de ghettos raciaux, sociaux, religieux. Pourtant, les travaillistes auront du mal à récupérer le siège perdu il y a quatre ans au profit des conservateurs. Il s'agissait alors d'un vote de protestation contre la fermeture de l'usine d'assemblage de Ford à Dagenham.

Upminster est un exemple de " swing", une circonscription-test où les transferts de voix et de sièges augmentent d'une consultation à l'autre. Reste que l'issue de cette bataille dépendra moins des indécis que de l'effet de la campagne de la droite contre les immigrants et les demandeurs d'asile.

Députée conservatrice sortante, Angela Watkinson se présente à nouveau. Ses partisans l'appellent affectueusement par son prénom tandis qu'elle apparaît à ses adversaires comme une dangereuse " dame de fer". L'atmosphère feutrée de confessionnal de la permanence des tories invite aux confidences, sous le portrait volumineux d'une Margaret Thatcher jeune. " Notre campagne sur l'immigration ne fait que répondre aux angoisses du public. Cela peut paraître étrange, car Upminster compte la plus faible proportion d'immigrés des bourgs londoniens. Nous distinguons toutefois entre les nouveaux arrivés légaux et les autres. Les Britanniques sont un peuple généreux et accueillant, mais là, il faut mettre le holà", affirme-t-elle. Son discours ambigu sur les menaces contre le " British way of life" cible les préjugés raciaux

d'une population ni riche ni pauvre, mais repliée sur elle-même. Cette grande banlieue est réceptive à ce discours tory qui joue sur le racisme latent de la petite Angleterre.

TERRAIN PROPICE

Par mesure de sécurité, Mme Watkinson préfère la distribution de tracts plutôt que le porte-à-porte traditionnel. A ses côtés, un major Thompson à moustache colle des enveloppes. Assurément, l'oasis de paix qu'est censée être la bourgade offre, par ricochet, un terrain propice à la propagande de l'extrême droite du British National Party (BNP, Parti national britannique), qui présente pour la première fois un candidat à Upminster. Sa propagande évoque, par exemple, le danger d'une épidémie de tuberculose colportée par les "Africains" qui s'entasseraient dans les vieilles HLM de la ville basse.

Le BNP vise particulièrement un type d'électeur comme Bill, chauffeur routier et travailleur de la vieille école. " Je ne voterai pas pour eux, mais je comprends leurs motivations. Tony Blair n'a rien fait pour arrêter l'immigration", explique ce grand gaillard aux épaules de rugbyman gallois. Il raconte alors sa récente rencontre avec une demandeuse d'asile, venue du Congo, qui parlait français à son fils. Le routier a des fourmis dans les jambes et se soustrait bien vite aux questions dérangeantes. C'est vrai qu'il est l'heure de la série télévisée " Eastenders", qui règle la vie d'une bonne partie de la population d'Upminster. Ce soir, il y est question d'enfants noirs en train de découvrir la tradition cockney...

« Le travail a été remis au centre de la société »" Arnaud Vaissé, Pascal Boris (Cercle D'outre-Manche), *Le Monde* 2 mai 2005

Conseillers du commerce extérieur de la France au Royaume-Uni, Arnaud Vaissé et Pascal Boris ont fondé, avec d'autres dirigeants d'entreprises françaises en Grande-Bretagne, le Cercle d'outre-Manche, qui réfléchit sur l'attractivité comparée des deux pays.

Le chômage reste deux fois plus élevé en France qu'en Grande-Bretagne. Pourquoi ?

On est à 4,7 % en Grande-Bretagne contre 10,2 % en France. C'est une différence considérable, dont la principale raison tient en un mot : flexibilité. Depuis vingt ans, la Grande-Bretagne a promu un système où les entreprises peuvent recruter facilement et licencier assez facilement. Elle a ainsi aligné l'activité et l'emploi. En France, l'évolution a été inverse. A trop prendre de mesures pour défendre l'emploi, on a rigidifié les conditions de l'emploi.

La France, écrivez-vous dans un rapport, a pour atout son " hardware", et la Grande Bretagne son " software"...

La France a de bonnes infrastructures : transports, éducation, santé. Les Britanniques ont la flexibilité, autrement dit le logiciel qui permet de faire fonctionner les composants de leur économie. En France, on découvre avec surprise que ce qu'on appelle la couverture-maladie universelle existe en Angleterre depuis l'après-guerre. Mais les Britanniques ont fait en sorte que leur Etat-providence s'adapte aux conditions économiques. Ils ont gardé le bébé et renouvelé l'eau du bain. En France, on veut tout codifier. Les Britanniques ont peu de réglementation, donc une capacité d'adaptation plus forte.

En Grande-Bretagne, ne cherche-t-on pas d'abord à améliorer l'offre de travail ?

Le travail y est considéré comme une valeur en soi. Il a été remis au centre de la société. Les politiques poursuivent cet objectif. Elles ciblent les vieux, les jeunes, les handicapés, les chômeurs... En France, on imagine aussi que l'emploi retrouvé doit être équivalent à celui perdu. Accepter un emploi moins payé est tenu pour socialement peu acceptable. Ici, on accepte des périodes de réadaptation. De plus, en France, on a parié que la croissance créerait du travail. Pari perdu. Les Britanniques ont fait l'inverse : ils ont créé du travail qui a généré la croissance.

Qu'en est-il de la création d'entreprises ?

Il reste beaucoup plus simple -en Grande-Bretagne- qu'en France de créer une entreprise. La vie d'une entreprise est elle-même plus simple : les politiques ont donné pour mission aux administrations d'aider les entreprises à se développer. En France, les administrations ont surtout une mission de contrôle. En France, on a des statuts pour tout le monde : pour le chômeur, l'étudiant, le cadre. Ici, non. En France, on a créé ces statuts, après-guerre, comme des signes non monétaires d'une économie de pouvoir, dans un pays encore très centralisé. On ne payait pas les gens mais on leur donnait des signes de pouvoir. L'Angleterre n'a pas de signes de pouvoir : elle a de l'argent.

On travaille plus et plus longtemps ici qu'en France...

On a remis au travail les personnes non qualifiées à un coût qui permet aux entreprises de les employer. En remettant les gens au travail, on crée de la croissance, et en créant de la croissance, on dégage les marges qui permettent d'augmenter les minima sociaux. C'est le cercle vertueux anglais. On crée de la richesse avant de la répartir ensuite, notamment en augmentant les dépenses publiques.

Les deux tiers des récentes créations d'emploi concernent les services publics...

Services publics ne veut pas dire fonctionnaires. On crée des emplois dans les services publics sans la rigidité qu'entraîne le statut de fonctionnaire. En France, le lien entre le travail et le statut a un effet de blocage. Le système anglais est plus en phase avec le monde moderne, un monde d'adaptation permanente, aux changements plus brutaux qu'hier.

En France, un chômeur a moins d'intérêt à retravailler...

En France, les aides visent à rendre le chômage supportable. Elles ont réduit la différence entre les revenus des travailleurs et ceux des chômeurs. En Grande-Bretagne, la situation du chômeur n'est pas enviable. Les indemnités sont faibles et relativement courtes. D'où une incitation à retrouver un travail immédiat. En outre, il y a ici un lien de dépendance étroit entre le versement des indemnités et les efforts du demandeur d'emploi.

Le plein-emploi britannique ne renvoie-t-il pas à de nombreux emplois peu qualifiés ?

Ici, il y a plein-emploi, donc concurrence sur les "*petits boulots*" entre les entreprises, donc tendance à la hausse sur les salaires. En France, c'est l'inverse : les entreprises plaquent de plus en plus d'emplois au niveau du SMIC. Aujourd'hui, l'Angleterre a moins de "*petits jobs*" que la France.

La précarité, ce n'est pas celle de l'emploi, c'est celle de la vie. Vaut-il mieux avoir une série de "*petits jobs*" ou être au chômage ? Qu'est-ce qui est le plus précaire ? Grâce au plein-emploi, le "*petit job*" n'est plus précaire puisqu'on peut en retrouver un autre ensuite ; en France, le "*petit boulot*" est précaire puisque, si on le perd, on n'en retrouve pas. Les jeunes sont recrutés en contrat à durée déterminée. Ici, peu le sont.

On dit souvent que la Grande-Bretagne est moins industrielle...

C'est une idée reçue. La valeur ajoutée du secteur industriel est supérieure en Grande-Bretagne : 27 % du produit intérieur brut contre 25 % en France. Les deux pays connaissent la même désindustrialisation, au même rythme. Ils ont perdu, chacun, 4 points en dix ans. En France, 73 % de la population civile ayant un emploi travaille dans les services. Pour résoudre le chômage, il faut faire porter l'effort sur les services. En France, quand on pense à l'emploi, on pense à l'industrie. Cela ne marche pas de la même façon dans les services. Les entreprises sont moins capitalisées et doivent donc adapter l'emploi à la demande.

Vous dites qu'il faut dédramatiser le licenciement en France...

En France, le code du travail oblige à licencier un salarié pour qu'il bénéficie des allocations-chômage. Ici, les droits sont équivalents, qu'il ait été licencié ou qu'il ait démissionné. Il faut convaincre les Français que licenciement et embauche sont deux aspects de la même question. Pour cela, il faut modifier le code du travail, chercher les mesures aptes à rendre le licenciement plus consensuel. Il faut modifier la procédure lourde qui impose au salarié de rester dans l'entreprise pendant le prélicenciement et réduire le recours aux prud'hommes. Faciliter le licenciement n'est pas un cadeau fait aux patrons, mais à l'économie, qui rend l'embauche plus facile.

La France peut-elle atteindre, elle aussi, le plein-emploi ?

Le marché existe, la France en profite. Elle crée de la richesse, de la technologie, elle a des champions dans toutes les industries. Pourquoi ne pas utiliser les règles du marché à notre avantage ? Quand Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir, il y avait déjà eu deux générations de chômeurs, et on se demandait s'il y en aurait une troisième. Aujourd'hui, on n'imagine même pas que ce débat ait pu avoir lieu en Angleterre.

Propos recueillis par J.-P. L.

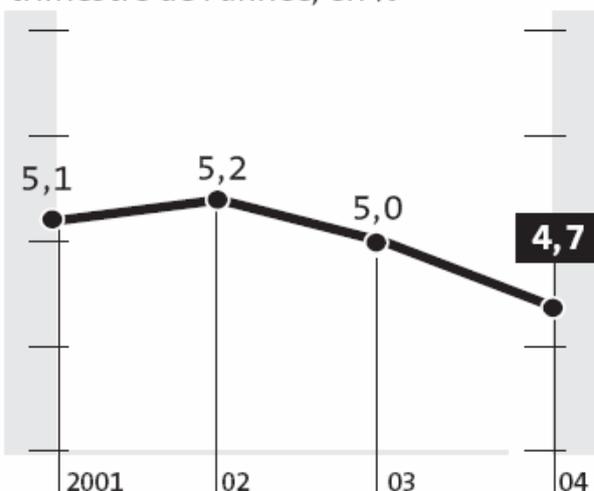
Le New Labour a réussi à imposer sa compétence gestionnaire Jean-Pierre Langellier, *Le Monde* 2 mai 2005

Alors que le Royaume-Uni s'apprête à voter, le 5 mai, pour les élections parlementaires, beaucoup d'idées reçues circulent en Europe, notamment en France, sur le travaillisme britannique. La Grande-Bretagne de Tony Blair incarnerait, jusqu'à la caricature, le néolibéralisme à l'anglo-saxonne, dévoué aux maîtres de la City et cruel avec les plus pauvres. Dans la bouche d'une partie des hommes de gauche français, le mot " *blairisme* " sonne comme une insulte. La réalité quotidienne, chiffrée et vécue, de la majorité des Britanniques n'a pourtant qu'un lointain rapport avec cette vision simpliste - voire diabolisante - d'une pratique économique et sociale qui, depuis huit ans, a produit de la richesse en s'efforçant de mieux la répartir.

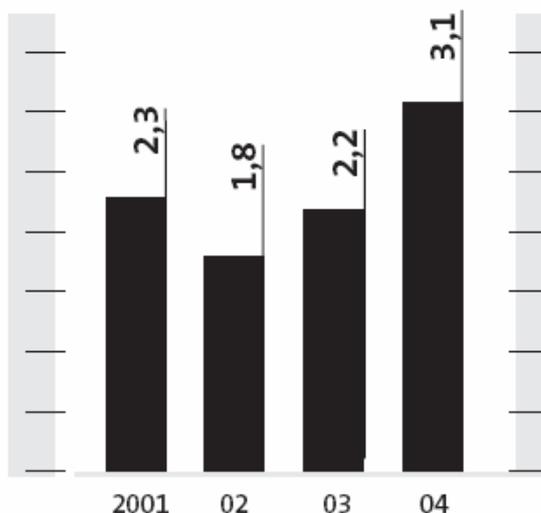
Dans les années 1980, Tony Blair, Gordon Brown et leurs amis, consternés par le naufrage doctrinaire de leur parti, incompris et rejeté par l'électorat, rêvaient d'un travaillisme moderne, capable d'allier à nouveau efficacité et équité. Tirant les leçons du succès de Bill Clinton, ils aspiraient à reconquérir la " *Middle England* ", la classe moyenne qui avait déserté le Labour pour les tories de Margaret Thatcher. Après leur arrivée triomphale au pouvoir, en 1997, ils ont mis en oeuvre leurs idées. Obsédés par la nécessité de réconcilier la gauche et le marché, les chefs du New Labour ont conservé ce qui, dans l'héritage de Mme Thatcher, semblait avoir contribué à la renaissance économique de la Grande-Bretagne : l'encouragement de l'esprit d'entreprise, la privatisation de certains secteurs publics, la souplesse de la réglementation, la libéralisation du marché du travail.

LA CRÉATION D'EMPLOIS ALIMENTE LA CROISSANCE

Taux de chômage au dernier trimestre de l'année, en %



Croissance, en % du PIB



Ces règles du jeu sont aujourd'hui admises du plus grand nombre. Lors de la récente mort annoncée de la marque automobile Rover, pas un syndicat n'a demandé son sauvetage par l'Etat, ni une renationalisation du constructeur.

Se proclamant le "*parti des milieux d'affaires*", lorsqu'il cajole le patronat, le New Labour a imposé sa compétence gestionnaire, notamment grâce au talent du chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, au point que, dans toutes les enquêtes d'opinion, il devance désormais de 20 points les conservateurs sur ce chapitre. La bonne santé de l'économie britannique témoigne de cette réussite - croissance forte, taux de chômage faible (4,7 %), inflation jugulée, taux d'intérêt au plus bas, déficit budgétaire modeste - qui contraste avec le marasme de l'Allemagne et de la France. Elle résulte d'une politique qui privilégie la matière grise, encourage l'innovation, la recherche et les coopérations entre Université et industrie.

Les travaillistes ont surtout fait reculer le chômage, ce cancer qui a longtemps rongé le pays. Convaincus que l'emploi rémunéré est le plus sûr moyen d'échapper à l'exclusion, ils ont réhabilité l'éthique du travail et découragé le chômage de longue durée. Avec pragmatisme, ils ont mené une politique cohérente et obstinée, recourant en même temps aux "*carottes*" et aux "*bâtons*" et ciblant des catégories précises de la population.

Cette politique incite fortement les chômeurs à trouver un "*job*" par un mélange de contraintes légales, d'avantages fiscaux, d'assistance familiale et d'aides à la formation. Elle vise à donner - ou à redonner - confiance au demandeur d'emploi, à enrichir son expérience tout en le responsabilisant. Elle fait école puisque les "*job centres*" britanniques ont servi de modèle aux "*maisons de l'emploi*" de Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi et de la cohésion sociale. Résultat : les Britanniques n'ont jamais été aussi nombreux à travailler. Il y a, de plus, en Grande-Bretagne, beaucoup moins de contrats à durée déterminée (CDD), de travail temporaire et d'emploi à caractère juridique discriminatoire qu'en France. Dans le même temps, la durée hebdomadaire de travail diminue, se rapprochant de la moyenne européenne.

Malgré un déclin relatif, partagé par d'autres pays européens, dont la France, la Grande-Bretagne reste la cinquième puissance industrielle du monde. La part de l'industrie dans son produit intérieur brut (PIB) est légèrement supérieure à celle de la France, et son taux de syndicalisation beaucoup plus fort (7,3 millions d'adhérents au TUC).

Tony Blair et Gordon Brown se disent et se veulent des "*hommes de gauche*". Ils croient au contrat social, à l'intérêt public - allié ou non au privé - à la nécessité d'aider les plus défavorisés. Soucieux, pendant leur premier mandat, d'instaurer leur renommée gestionnaire, de gagner la confiance des milieux d'affaires et d'encourager l'emploi, ils n'ont guère contrarié les intérêts du patronat. Mais ils ont tenu leur principale promesse sociale : l'introduction, en 1999, du salaire minimum, qu'ils ont fait progresser plus vite que l'inflation et le niveau du salaire moyen. En octobre 2005, le salaire minimum aura augmenté, en six ans, de 40 %.

Pendant son deuxième mandat (2001-2004), le gouvernement travailliste a investi massivement dans le contrat social et dans sa grande oeuvre : la modernisation des services publics - santé, éducation, transports. En bon keynésien, partisan d'un interventionnisme précis, efficace et discret, Gordon Brown manie l'impôt et la dépense publique pour investir et redistribuer de la richesse aux plus pauvres. La politique des revenus est progressiste : les revenus des 20 % de Britanniques les plus défavorisés ont augmenté, en 2003-2004, de 1 % ; ceux des plus riches, eux, ont baissé de 1 % ; l'inégalité entre les revenus s'est légèrement réduite, pour la troisième année consécutive.

Contrairement à une idée reçue, le dessein politique de Tony Blair diffère profondément de celui de Mme Thatcher. Favorable à un Etat aussi "*mince*" que possible, elle jugeait indispensable de choisir entre la prospérité économique et l'investissement public, qu'elle a négligé. Tony Blair sait que la bonne gestion de l'économie est la clé d'une meilleure cohésion sociale. A l'inverse de Mme Thatcher, il estime que l'efficacité économique doit être au service d'un Etat-providence réinventé, et que ces deux réalités se renforcent mutuellement. Par le rôle positif qu'il continue d'accorder à l'Etat, son ambition est clairement sociale-démocrate.

Certes, le paysage blairiste présente encore bien des zones d'ombres : le quasi plein-emploi dissimule deux millions d'inactifs bénéficiaires d'indemnités pour incapacité au travail ; le nombre d'"*enfants pauvres*" baisse trop lentement ; les ménages, dont la consommation tire la croissance, sont lourdement endettés, notamment à cause de leurs crédits immobiliers ; les inégalités de revenus demeurent fortes ; la réforme des retraites reste à faire ; la modernisation des services publics donne des résultats inégaux : réels dans l'éducation, partiels dans la santé, franchement insuffisants dans les transports.

Tony Blair va devoir modérer sa dérive... socialiste **Eric Le Boucher, *Le Monde* 2 mai 2005**

PEU DE FRANÇAIS suivent la campagne pour les élections législatives en Grande-Bretagne. Sans doute parce que l'issue paraît jouée d'avance. Fort de ses succès en matière économique, le premier ministre n'avait à redouter les attaques de son opposant tory, Michael Howard, que sur un seul front, celui de son engagement en Irak au côté de George Bush.

L'empressement de M. Blair à soutenir le président américain lui a valu d'être caricaturé comme son "*caniche*". Les conservateurs ont placardé le toutou partout et mené campagne pendant des semaines contre "*les mensonges*" du premier ministre. Mais M. Howard vient d'avouer cette semaine qu'au pouvoir il aurait fait exactement comme M. Blair... Fin de partie, la polémique va s'étouffer, Tony Blair a toutes les chances d'être réélu dans un fauteuil.

FERMEZ LES YEUX !

Mais, si les Français ne portent pas leur regard outre-Manche, c'est aussi que Tony Blair dérange. A droite, son succès met en relief les échecs du gouvernement de Jacques Chirac. A gauche, la croissance, la baisse du chômage, la forte hausse du smic sont volontairement cachées pour ne pas voir que la "*troisième voie*", ça marche.

Le voir obligerait à admettre que, face à la mondialisation, la stratégie blairiste de l'"*adaptation*", combattue radicalement en France au profit de la stratégie de la "*résistance*", est la bonne. Pour la gauche, sous l'emprise intellectuelle de la gauche de la gauche, Blair ne peut pas réussir. Impossible. Interdit. Fermez les yeux !

Domage, parce ce que ce qui se passe outre-Manche serait bien instructif pour la droite comme pour la gauche française. Les critiques adressées en Grande-Bretagne au gouvernement travailliste, qui occupe le 10 Downing Street depuis 1997, sont, en effet, en sens inverse de ce qu'on imagine ici. Tony Blair est accusé d'être trop à gauche. Trop favorable au secteur public. Trop dépensier. Trop taxeur ! L'opinion lui demande de modérer ses dépenses, et il devra, très vraisemblablement, s'y plier en partie.

On imagine la réponse des porteurs d'oeillères : "*Blair, pourtant si à droite, encore trop à gauche !*"; "*Le capitalisme va le forcer à rabattre ses moindres petites velléités*"; "*Mieux vaut ne pas mettre le doigt dans cet engrenage-là*"; "*Au nom du social : résistons, refusons toutes les réformes !*".

La Grande-Bretagne de Tony Blair ne jouit d'aucune faveur divine. Elle n'a pas plus de facilités que la France face à la mondialisation. Hormis son pétrole, qui s'épuise, elle en aurait naturellement plutôt moins. La solution n'est en aucune manière facile, ni pour elle ni pour nous. Néanmoins, la stratégie blairiste offre une solution qui fait la démonstration qu'elle "*marche*", tandis que la France s'enfonce dans la déprime, collée à son taux de chômage de 10 % depuis 1983 !

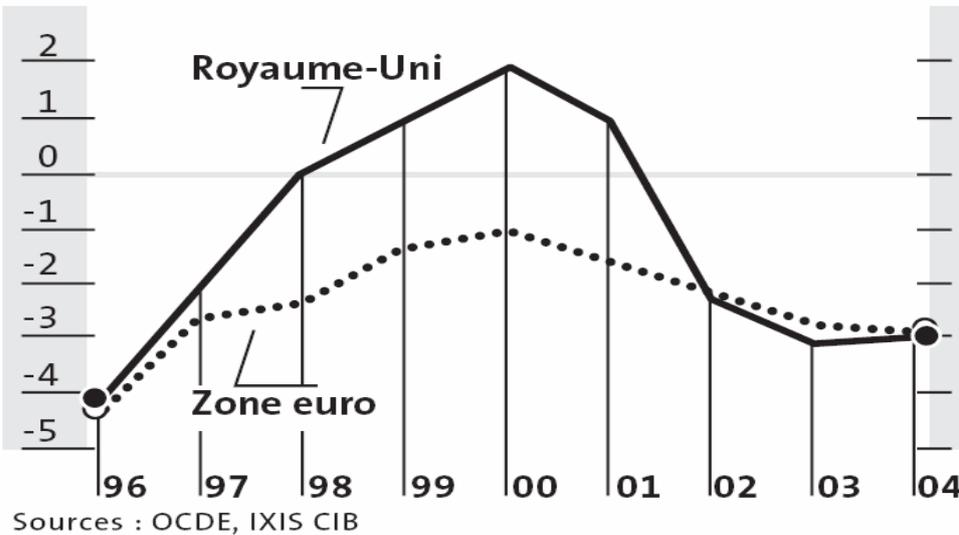
PROBUSINESS

Cette stratégie du New Labour a deux temps : tout faire pour la croissance ; le social viendra ensuite. Contrairement à ce qu'on entend en France, elle ne conduit pas à un social "*peau de chagrin*". Être probusiness ne force pas Blair à être antisocial. C'est le contraire qui est vrai, être probusiness est la condition du social. Et, à l'examen, la résultante sociale de la stratégie blairiste est importante et bien supérieure à celle issue de la stratégie française de prétendue "*résistance*".

Qu'on ne se méprenne pas : l'Etat social est bien plus développé en France qu'en Grande-Bretagne depuis toujours, et plus encore depuis le passage ravageur de Margaret Thatcher. Mais il ne s'agit pas ici de stock, mais de flux, d'évolution. Et, partant de plus bas, la situation sociale britannique s'améliore, tandis que la nôtre se dégrade.

LA GRANDE-BRETAGNE DÉPENSIÈRE

Déficit public, en % du PIB



La démonstration est désormais chiffrée. Le niveau de vie moyen des Britanniques, qui était de 15 % inférieur au nôtre il y a vingt-cinq ans, le dépasse aujourd'hui de 5 %. La croissance est supérieure à celle de la France (2,5 % contre 1,9 % en 2005), mais elle est surtout plus résistante, plus autonome, face aux aléas en provenance des Etats-Unis (l'économie est cruelle pour la diplomatie du cocorico). La Grande-Bretagne connaît sa plus longue période de prospérité depuis... 1701, date de la création des royales statistiques.

Le taux de chômage (4,6 %) est tombé à la moitié de celui de la France tandis que le taux d'emploi (la proportion de ceux qui ont un travail entre 15 et 64 ans) est de 76 %, contre seulement 63 % en France. Le smic, créé en 1999 par l'homme de droite Tony Blair, a crû de 40 %.

SECTEUR PUBLIC

Les salaires montent plus vite que dans la zone euro, parce que, comme le note Patrick Artus d'Ixis, les gains de productivité sont accélérés et distribués, tandis qu'en France ils sont freinés, sans doute par la généralisation de l'esprit de "résistance".

A côté du niveau de vie, du chômage et des salaires, il est un autre critère de mesure du "social", selon la gauche française : les dépenses publiques. Pour financer un effort dans les services publics (hôpitaux, écoles, transports et justice), que l'OCDE juge "sans précédent dans les pays développés", le gouvernement de Tony Blair a dû lever des impôts et creuser le déficit budgétaire (Le Monde du 11 avril).

POLITIQUE KEYNÉSIENNE

Comme le ministre des finances Gordon Brown avait su faire des économies pendant la période de vaches grasses (1998 à 2001), il a pu accroître ses dépenses pour soutenir l'activité depuis 2002. Une politique keynésienne que les Français qualifient toujours "de gauche", sauf quand elle est appliquée par Tony Blair, bien entendu.

Le taux de prélèvements obligatoires, une mesure du degré de "socialisme" d'un pays, a crû de 2 points sous le gouvernement Blair, passant de 39,2 % en 1997 à 41,2 % en 2004 (il a baissé de 51,8 % à 50,7 % en France dans le même temps, selon l'OCDE). Et c'est cette évolution que redoute une large partie de l'opinion.

Le gouvernement travailliste réélu devra réduire le déficit, donc ses dépenses. Mais, pour qui a les yeux libres, MM. Brown et Blair n'ont plus à faire leurs preuves en matière sociale.

Pourquoi les Anglais sont meilleurs que nous ***Le Nouvel Observateur* n°2112, 28 avril 2005**

Un peu moins de 5% de chômeurs, un job créé toutes les trois minutes, un pouvoir d'achat qui ne cesse d'augmenter. On peut critiquer le système britannique. Il n'empêche. De l'autre côté de la Manche, on s'enrichit. Et face aux pays de l'Euroland, la France comprise, l'Angleterre a gagné la bataille de l'emploi.

Enquête

De notre envoyé spécial

A Rotherham, petite ville du Yorkshire, plus connue naguère pour ses mineurs et ses friches industrielles que pour sa vie nocturne, les maisons repeintes à neuf arborent pergolas ou vérandas. Bord School, le vieux collège aux allures de caserne construit en 1891, vient d'être démoli. A sa place, un cube de verre et de métal postmoderne flambant neuf. «*La municipalité a ouvert dix-sept nouvelles écoles primaires depuis quatre ans*», explique fièrement Denis MacShane, député travailliste de la circonscription. Les raisons de cette fièvre immobilière? «*La multiplication par deux de la valeur des maisons en dix ans et une augmentation moyenne des revenus de 40% depuis mon premier mandat, en 1994.*» A Manchester, jadis forteresse de la révolution industrielle, l'aéroport où atterrissent les équipes de foot qui viennent affronter ManU a des allures de hub international: marbre gris et duty free. A Canary Wharf, la nouvelle cité financière de Londres qui s'étend sur les anciens docks dans les méandres de la Tamise, le siège tout neuf de l'agence Reuters, flanqué des tours de la HSBC (1) et de Citibank, joue les nouveaux Gotham revus par Norman Foster.

Dans la City, l'emploi explose. «*Après trois années de licenciements et de réductions drastiques des bonus, les beaux jours d'avant la bulle internet sont revenus*», note Morgan McKinley, une des plus grosses agences de recrutement, qui prévoit déjà un retour aux 320 000 emplois de brokers et d'ingénieurs financiers. Avec un impact immédiat sur les banques et leurs back-offices, puis sur le reste de l'économie. Ça swingue de l'autre côté du Channel. Tandis que la morosité paralyse la France, s'installe en Allemagne et s'étend sur le Vieux Continent, l'Angleterre s'ébroue voluptueusement dans l'opulence à une semaine d'un vote crucial. «*England, un système qui marche*», expliquent un tantinet arrogantes les affiches du Labour qui aspire à un troisième mandat. Mais comment leur en vouloir, sinon par jalousie?

Rarement l'économie du pays n'aura été en si bonne forme pour affronter le jugement des électeurs. «*Jusqu'ici tout va bien*», reconnaît du bout des lèvres «*The Economist*», la bible du monde des affaires. Mais le «*Financial Times*», enfant chéri de la City, est moins réservé: s'il n'aime pas Tony Blair et sa plate-forme «*démagogique*», il le crédite d'un bilan flatteur dans les deux domaines où la France et l'Allemagne s'enlisent: chômage et augmentation des revenus. Englués dans leur modèle qui génère pourtant depuis vingt-cinq ans – une génération! – chômage de masse et stagnation du revenu moyen, les continentaux ont du mal à reconnaître les performances de leur voisin. Accusé, alternativement, de briller par sa dureté (avec Thatcher ou Major) ou de trahir les valeurs de la gauche (avec Blair et Brown). Mais les faits sont têtus: avec aujourd'hui seulement 4,8% de sans-emploi, un plancher jamais atteint depuis près de trente ans, le chômage anglais représente moins de la moitié de celui de la France ou de l'Allemagne. «*Un emploi créé toutes les trois minutes depuis notre arrivée au pouvoir, il y a huit ans*», annonce fièrement Tony Blair.

Qui dit mieux? D'autant que, du côté des revenus, ce n'est pas mal non plus. Gordon Brown, qui sera reconduit dans ses fonctions de chancelier de l'Echiquier en cas de victoire travailliste, exhibe un bilan sans faille: trente-deux trimestres de croissance continue. Résultat, alors que le revenu moyen des Britanniques était de 15% inférieur à celui des Français il y a vingt ans, il est aujourd'hui supérieur de 6%. Selon les comparaisons en terme de pouvoir d'achat faites par l'OCDE, le revenu moyen annuel est égal à 27 000 dollars pour la France et 29 000 pour le Royaume-Uni. Même conclusion pour Eurostat. Les statisticiens de Bruxelles ont calculé qu'en 2004, par rapport à la moyenne de l'Union européenne fixée à 100, le PIB par habitant au Royaume-Uni était de 110,3. Celui de la France? 103,8.

Croissance soutenue, inflation maîtrisée (2%), revenus en hausse, chômage en baisse (-2,6%): des quatre côtés de ce nouveau carré magique imaginé il y a huit ans et martelé ad nauseam par les affiches, plaquettes et autres clips de la propagande travailliste, les deux derniers sont les plus spectaculaires. Et les plus durs à entendre pour les pays de l'Euroland enfermés dans un lent déclin. Comment l'Angleterre a-t-elle gagné la bataille de l'emploi? Par quel miracle a-t-elle enclenché le cercle vertueux qui en fait aujourd'hui sinon l'un des pays les plus riches d'Europe (la Norvège ou le Luxembourg sont loin devant), du moins l'une des rares nations de l'Union dont les dirigeants ont de bonnes chances d'être réélus sur des promesses tenues?

Il y a d'abord le cap. La valorisation du travail, facteur d'intégration. Traumatisés comme l'Amérique par la grande crise de 1929 et ses millions de chômeurs, laminés par la politique d'arasement conduite

systématiquement par Maggie Thatcher pendant onze ans (avec le pic de la grande grève des mineurs de l'hiver 1984), les syndicats britanniques et leur émanation directe, le Labour, ont une conception de la justice sociale qui donne une priorité exclusive au plein-emploi. «*N'importe quel emploi est mieux que pas d'emploi du tout*», résume Benjamin Everts à la Confédération des Syndicats britanniques. Même précaire, même à temps partiel, vive l'emploi. C'est ce principe qui fonde la stratégie blairiste du «*welfare to work*». Traduisez: le dispositif d'assistance est uniquement destiné à réintégrer à tout prix le chômeur dans le marché du travail.

Deuxième explication: l'environnement. «*A terme, souplesse et adaptabilité sont toujours préférables à la rigidité*», explique Anthony Giddens, père du New Labour. La meilleure façon de dynamiser l'emploi étant d'autoriser ceux qui le créent à licencier quand leurs carnets de commandes sont vides pour pouvoir réembaucher ensuite quand les affaires reprennent, le gouvernement doit créer les conditions d'une croissance forte donnant à celui qui perd son emploi l'assurance d'en trouver un autre rapidement. C'est tout l'objet de la politique économique de Blair. Avec un volet monétaire sous l'autorité d'une Banque d'Angleterre privatisée et chargée d'ajuster les taux d'intérêt au plus près des excès ou des déficiences de la demande. Et une politique budgétaire, menée de main de maître par Ed Ball, un ancien journaliste, virtuose de la navigation au près. Son arme secrète: la «*golden rule*» selon laquelle le Trésor n'emprunte que pour investir, pour anticiper une reprise. Jamais pour financer des dépenses de fonctionnement.

Façade cosy, mobilier design, ordinateurs à écran plat, «hôtesses» d'accueil tout sourire, rémunérées au rendement mais dont l'amabilité est discrètement et régulièrement testée, le job centre de Brixton, au sud-ouest de Londres, le quartier le plus multiculturel de la métropole, ressemble à un salon de massage. Rien à voir avec les bureaux de l'ANPE. C'est pourtant là et dans les centaines d'autres Job Centres Plus du pays que tout se noue. Là qu'est née la politique de New Deal réunissant sous le même toit les organes qui paient les indemnités (Benefits Agency) et l'Employment Service, celui qui suit, conseille les chômeurs et leur propose des emplois. Avantages de la formule: un meilleur contrôle de la règle du «*three rows or out*»: après trois propositions de travail ou de formation refusées, le chômeur perd toute aide. Ce contrôle est doublé d'un suivi individualisé, adapté aux problèmes de chacun. Fermement invité lors de sa visite hebdomadaire obligatoire au job centre à accepter un nouveau travail ou une formation, le chômeur ne peut que finir par s'intégrer.

Cette obsession de l'employabilité donne des résultats spectaculaires. Grâce à la multiplication des emplois précaires, à temps partiel et des petits boulots? Peut-être, mais «depuis 1997, le taux de chômage des jeunes a été réduit de 80% et le nombre des chômeurs de longue durée a baissé des deux tiers», précise l'économiste Bill Weells au ministère du Travail et des Pensions. Mieux, avec 50%, le taux d'emploi des personnes de plus de 55 ans est très supérieur à celui de la France ou de l'Allemagne. Cerise sur le gâteau: un système d'impôt négatif – ils reçoivent une allocation spéciale – permet aux salariés les plus modestes de gagner plus qu'en restant inactifs. C'est l'équivalent de notre «prime pour l'emploi», destinée à éviter les fameuses «*trappes à pauvreté*» qui dissuadent d'exercer un emploi mal payé de peur de perdre les prestations sociales et de payer l'impôt. Ceux qui doivent se contenter d'un temps partiel peuvent cumuler leur petit salaire avec une allocation logement ou une allocation familiale. Une famille de deux enfants dont l'un des parents travaille se voit ainsi garantir l'équivalent de 1 700 euros par mois (1 100 euros pour un parent isolé travaillant au moins seize heures par semaine). C'est assez pour vivre – pas très bien –, et cela n'incite pas à s'installer dans un statut d'assisté.

Les sceptiques et les détracteurs du système s'interrogent sur le sort des 2,8 millions d'«handicapés», exclus de la comptabilité chômeurs même si un bon tiers d'entre eux seraient, dit-on, prêts à travailler. Mais, au total, cette stratégie qui tourne le dos à la réduction du temps de travail est gagnante. Grâce à cette mobilisation massive, la population active britannique (15 à 64 ans) est supérieure à la population active française (75% contre 62%). Du coup, en dépit d'une productivité horaire de 25% plus faible, le pays produit logiquement davantage. Et s'enrichit plus vite. «*Dans les années 1970-1980, l'Angleterre régressait régulièrement dans le classement européen du revenu par tête: derrière l'Allemagne, la France, l'Italie*, explique John Peet, ancien fonctionnaire au ministère des Finances et responsable de la rubrique Europe de "The Economist". *Aujourd'hui ce pessimisme est révolu; la classe moyenne s'est enrichie et le modèle britannique est cité en exemple. Ce qui donne aux Anglais une certaine fierté.*» Et les autorités continuent de monter la barre. Objectif: un taux d'activité de 80% dans cinq ans. Avec la bénédiction des syndicats, acquis au principe de responsabilité individuelle, à la logique du donnant-donnant. Et l'accord des politiques – travaillistes et conservateurs confondus –, convaincus qu'il reste beaucoup d'emplois vacants.

«Les politiques allemande ou française étaient efficaces dans les années 1980 quand on pouvait encore se protéger contre la concurrence extérieure et que les sans-emploi étaient clairement identifiés. Avec la globalisation économique, cette stratégie est aussi aberrante que la guerre de tranchées, les chocs frontaux et les millions de victimes du premier conflit mondial. Aujourd'hui on ne peut plus investir dans l'échec. Il faut être souple, adaptable, prendre sans états d'âme les idées qui marchent», explique Denis MacShane dont la qualité de ministre de l'Europe le conduit à sillonner l'Union. Et à se méfier comme de la peste d'«une loi unique qui prétend tout régler, alors que, comme Gulliver, le chômage se terrasse avec une multitude de liens, souples mais changeants».

Cette stratégie a ses revers: faiblesse de l'investissement, système des retraites par capitalisation explosif, déficience des infrastructures, absence de politique énergétique alors que la rente pétrolière de la mer du Nord s'épuise: l'économie britannique a ses faiblesses. Mais si vous perdez votre emploi, elle vous en garantit un autre. C'est de droite, c'est de gauche? En tout cas, ça marche.

JEAN-GABRIEL FREDET

(1) Hongkong and Shanghai Banking Corporation.